

Les inégalités de revenus

L'ESSENTIEL

Les **inégalités de revenus** désignent les différences de revenu entre des individus, des ménages, des groupes sociaux ou des espaces géographiques (pays...). Ces inégalités monétaires portent sur le **flux** de revenu (mensuel, annuel...) et non sur le **stock** de patrimoine. Il faut également distinguer le revenu et le **revenu disponible**, qui est le revenu restant après paiement des impôts et encaissement des prestations sociales.

Les différences de revenus sont liées principalement à la situation professionnelle des individus ou au patrimoine qu'ils possèdent. L'incidence d'autres facteurs peut être mise en évidence, tels que, par exemple, le niveau d'étude, le genre, l'origine sociale ou géographique. En complément de l'analyse des différences de revenus à un moment donné (inégalités « transversales »), les inégalités peuvent être étudiées sous d'autres dimensions, notamment en termes de mobilité sociale, par exemple d'une génération à la suivante (on parle alors d'inégalités « longitudinales »).

Au niveau mondial, la **Révolution industrielle** au XIX^e siècle a considérablement creusé l'écart entre le revenu des pays industrialisés (Europe et Amérique du Nord notamment) et du reste du monde. Toutefois, un phénomène de **rattrapage** est à l'œuvre depuis les années 1970 grâce au développement des **pays émergents**. Ce phénomène s'est accéléré dans les années 2000 avec notamment les réformes économiques menées en Chine et l'accélération de la mondialisation des échanges.

Au sein des pays industrialisés, les inégalités de revenus ont atteint des niveaux très élevés avant 1914 mais les **deux guerres** mondiales, la **crise de 1929** puis la mise en place des politiques d'**États-providence** et la **forte croissance** des « Trente Glorieuses » ont **nettement réduit** les inégalités, avant qu'elles **n'augmentent de nouveau** à partir des années 1980 (voir le graphique).

Selon certains économistes, les inégalités de revenus stimulent l'innovation et donc la croissance. Mais un certain nombre de chercheurs, institutions et pouvoirs publics estiment de nos jours que **de trop fortes inégalités de revenus nuisent à la cohésion sociale et, par conséquent à la croissance économique**.

La **réduction des inégalités de revenus** passe notamment par des politiques structurelles favorisant l'**égalité des chances**, mais surtout des **politiques de redistribution des revenus** (voir « Comprendre ») alliant prélèvements obligatoires et prestations sociales ainsi que par des **services publics** permettant à tous d'accéder aux biens élémentaires (santé, éducation, sécurité, etc.).

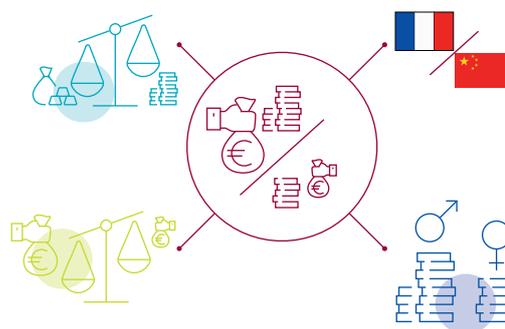
QUELQUES CHIFFRES

34,3 %

Part des 10 % les plus aisés dans le revenu des français avant impôts et transferts en 2023. La part des 50 % les plus pauvres est de 20,4 % (aux États-Unis 46,8 % contre 13,3 % en 2022)

3,3

Rapport entre le revenu national brut par habitant en France et en Chine en 2023 (ce rapport était de 20 en 1960 et encore de 4 en 2018)



6,7 et 3,1

Rapports entre les revenus des 10 % les plus aisés et des 10 % les plus pauvres avant et après redistribution en France en 2022

23,5 %

Écart de salaire moyen entre hommes et femmes en France en 2022

Sources : WID, Banque mondiale et Insee.

LES BANQUES CENTRALES ET LES INÉGALITÉS

Les mandats de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Banque de France ne mentionnent pas la lutte contre les inégalités, qui dépend avant tout du **modèle social** et des **politiques budgétaires et structurelles** de chaque pays, tous n'ayant pas la même sensibilité au sujet. Pourtant, l'action des banques centrales de l'Eurosystème participe à leur réduction. La politique monétaire, en modérant le **taux d'inflation**, évite une **érosion du pouvoir d'achat** des plus pauvres. Elle vise aussi à éviter une **déflation**, synonyme de chômage élevé et donc d'un creusement des inégalités existantes. Si les **rachats d'actifs financiers** par l'Eurosystème (voir Les politiques monétaires non conventionnelles) contribuent à faire augmenter leur prix, ce qui a pu bénéficier aux plus aisés, ils ont avant tout pour objectif d'inciter les banques à prêter davantage aux entreprises et aux ménages et ont un effet positif sur **la croissance et l'emploi**.

UN PEU D'HISTOIRE

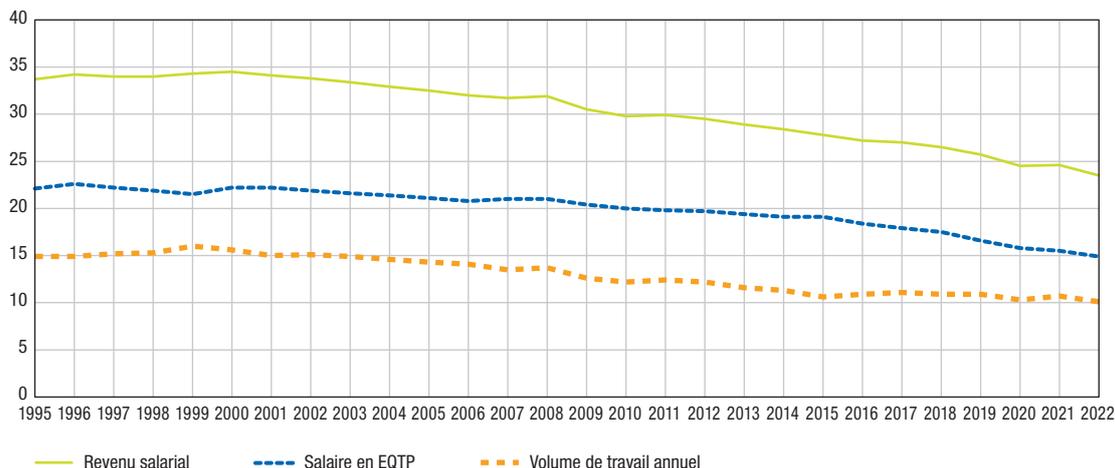
- **133 – 123 av. JC** La réforme des Gracques, visant à redistribuer les richesses aux citoyens romains les plus pauvres, échoue sous la pression des sénateurs.
- **Ancien Régime** Les impôts tels que la dîme ou la gabelle frappent disproportionnellement les paysans pauvres mais dès 1749 « le vingtième » un impôt proportionnel et universel touchant l'ensemble de la population (tiers-état, noblesse et clergé) à hauteur de 5 % (1/20) des revenus est instauré.
- **xix^e siècle** Révolution industrielle : enrichissement des détenteurs de capitaux et augmentation de la population ouvrière pauvre, creusement des inégalités économiques. En retour, développement du socialisme, des mouvements ouvriers et des syndicats (créés en France par la loi de 1884).
- **1914** En France, création de l'impôt progressif sur le revenu (au Royaume-Uni en 1842, en Allemagne en 1893 et aux États-Unis en 1913).
- **À partir de 1945** Du fait des guerres mondiales, des destructions qu'elles engendrent, de la crise de 1929 et de l'inflation, les revenus d'une partie

des ménages les plus riches disposant de rentes sont fortement amoindris, ce qui réduit les inégalités.

- **1945-1980** Le taux de croissance élevé des pays industrialisés, couplé à la mise en place des systèmes d'États-providence ainsi que d'un partage plus équitable de la valeur-ajoutée permet une baisse des inégalités.
- **Depuis 1980** La dérégulation financière, la mondialisation des échanges, le chômage et les difficultés des finances publiques des États pèsent sur les revenus des classes populaire et moyenne. Les inégalités augmentent à nouveau.
- **Années 2000** Aux États-Unis, les inégalités atteignent à nouveau des niveaux record comparables à ceux du début du xx^e siècle, en grande partie en raison du processus de financiarisation de l'économie.
- **2011** La Chine devient la deuxième économie mondiale. La croissance rapide de son économie a permis à 850 millions de personnes de sortir de la pauvreté absolue depuis 1978. Toutefois, les inégalités au sein de la population chinoise s'accroissent fortement.

Écarts de rémunération nette et de temps de travail moyens entre les femmes et les hommes dans le secteur privé

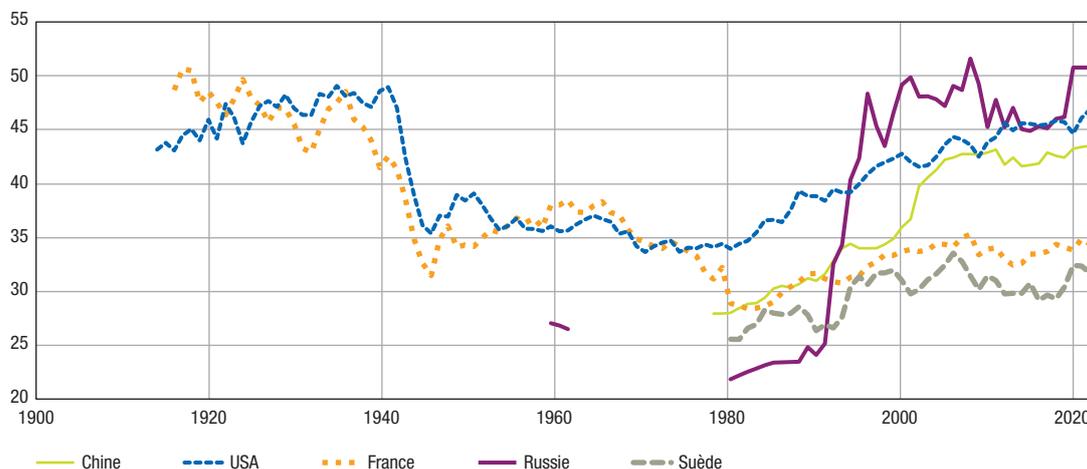
(en %)



Lecture : Parmi les salariés travaillant principalement dans le secteur privé en 2022, les femmes gagnent en moyenne 23,5% de moins en revenu salarial et 14,9% de moins en équivalent temps plein (EQTP) que les hommes. Leur temps de travail annuel est inférieur de 10,1% à celui des hommes.

Part des 10 % les plus aisés dans le revenu national en Chine, aux États-Unis, en France, en Russie et en Suède

(en %)



Lecture : En France, en 2000, les 10 % les plus aisés percevaient 32% du revenu national.
Source : D'après les données du Wid.World, 2019.

COMPRENDRE

Les politiques de redistribution

La **redistribution** vise la réduction des inégalités grâce à un ensemble de **politiques publiques**, fiscales et budgétaires. Elle repose sur les **prélèvements obligatoires** (impôts et cotisations) et des **prestations sociales** (allocations chômage ou logement ; revenu de solidarité active, etc.). En France, la redistribution est relativement forte et le taux de **prélèvements obligatoires** atteint 48% du PIB en 2022 contre 41,1% en moyenne pour les pays de l'Union européenne. Un impôt est **progressif** lorsque son taux augmente avec le revenu du contribuable : c'est le cas de **l'impôt sur le revenu** dont

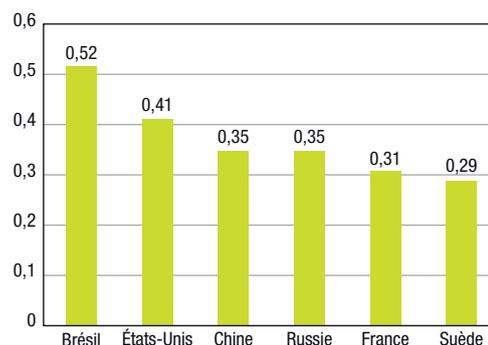
76% des recettes proviennent des 10% des ménages les plus aisés. Le montant des prestations sociales peut aussi être indexé sur les revenus du bénéficiaire : 65% des minimas sociaux bénéficient aux 10% les moins aisés. Cette redistribution permet d'**atténuer les écarts de revenus** existant entre les catégories aisées et populaires. En 2021, grâce à ces politiques redistributives, le nombre de français vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 21,5% à 14,5%. Dans l'union européenne, la moyenne est de 16,2% en 2022.

MESURER LES INÉGALITÉS

Les économistes et les sociologues disposent de méthodes variées. Chacune présente des avantages et des limites : elles sont complémentaires pour mesurer et analyser les inégalités. Les ménages sont souvent répartis, en fonction de leur revenu, par tranches de 10% : les **déciles**. Cette organisation permet d'étudier le **rapport interdécile** qui compare, par exemple, le revenu perçu par les 10% les plus riches et celui perçu par les 10% les plus pauvres. Pour étudier la part des très riches, on étudie aussi la proportion du revenu perçue par les 1% ou 0,1% les plus aisés. Ce type de comparaison permet d'analyser la distribution des revenus aux extrêmes. On peut la compléter en étudiant la part du revenu perçue par des groupes de déciles (les 50% les plus pauvres ou la classe moyenne, par exemple). On dispose ainsi d'analyses sur les revenus de toute la population. **L'indicateur de Palma**, plus récent, est une forme de rapport interdécile qui mesure le rapport entre le revenu des 10% les plus riches et celui des 40% les plus pauvres : très utilisé pour l'étude des pays en développement, il permet de savoir si la croissance de l'économie profite à toute la population ou seulement à une élite. Le **coefficient synthétique**

de Gini est également souvent utilisé (voir le graphique) : il oscille entre 0 (égalité théorique parfaite où tout le monde perçoit le même revenu) et 1 (inégalité théorique parfaite où un seul individu perçoit la totalité du revenu du pays).

Inégalités mesurées par le coefficient de Gini



Source : Banque mondiale (période 2021-2022).

Lecture : Au Brésil, les revenus sont très concentrés dans les catégories les plus aisées, ce qui correspond à un coefficient de Gini élevé, plus proche de 1.

POUR EN SAVOIR PLUS

À lire

- **Les salaires et les inégalités**, La finance pour tous, 2019
- **Les inégalités générationnelles**, Décodeurs, Le Monde, 2018
- **Que pensent les Français des inégalités ?**, Observatoire des inégalités, 2019

À voir

- **La mondialisation, créatrice d'inégalités ?**, vidéo Décod'éco, France TV éducation, 2017
- **Êtes-vous riche ou pauvre ?**, infographie interactive, Observatoire des inégalités
- **Inégalité de revenu**, données pluri-indicateurs en infographies, OCDE

- **Les inégalités sont-elles un frein à la croissance ?**, conférence Citéco, 2016
- **Comment mesure-t-on les inégalités**, vidéo La finance pour tous, 2022

Liens utiles

- **Rapport sur les inégalités mondiales**, F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman, 2022
- **Revenus du travail au long de la vie active : comment s'explique la réduction de l'écart femme-homme**, Bloc-notes Eco, Banque de France, 2023
- **L'économie et les ménages : les inégalités**, Citéco
- **Base de donnée des inégalités mondiales**